

Europe centrale : décollectivisation et difficultés de la production porcine

J. P. VAN FERNEIJ, M. RIEU

*Institut Technique du Porc
Pôle Économie - 34 boulevard. de la gare, 31500 Toulouse*

Europe centrale : décollectivisation et difficultés de la production porcine

La mutation, engagée en 1989 en Europe centrale, vers l'économie de marché, a eu de profondes répercussions. La production porcine, comme l'agriculture, a subi les bouleversements : récession, inflation violente, baisse du pouvoir d'achat provoquée par l'appauvrissement général et irruption du chômage.

L'agriculture a subi des hausses des prix d'achat très supérieures à celles des prix de vente. Les subventions d'Etat ont été interrompues ou fortement réduites. Les changements de statut des entreprises collectives ont perturbé le secteur. Mais dans les trois pays étudiés (Pologne, République tchèque et Hongrie), le manque de moyens financiers s'est révélé l'obstacle majeur à la modernisation ou au maintien de la production porcine.

En **Pologne**, l'agriculture privée était restée dominante sous le régime communiste, avec des exploitations morcelées. La libéralisation a introduit dans le secteur porcin la régulation par le marché. Tout d'abord, jusqu'en 1992, la production a augmenté. Elle s'est effondrée durant un an et demi, pour remonter depuis. Les Polonais ont dû adapter leur consommation aux disponibilités.

La **République Tchèque** a reçu de l'ancien régime une agriculture très collectivisée. Elle est restée orientée vers le marché intérieur. Le système porcin rationnel des années 70-80 a mal résisté à l'asphyxie financière des exploitations. De 1989 à 1995, le cheptel porcin a perdu 13 %.

La **Hongrie**, principal exportateur de l'Europe centrale, et surtout vers l'URSS, a subi une baisse de ses exportations, aggravée par les bouleversements internes. Le cheptel, réparti autrefois entre les grandes exploitations collectives et les petits détenteurs privés, a régressé de 41 % en six ans.

Central Europe : privatisation and difficulties in pig production

Since 1989 the transformation from a planned to a market economy of the Eastern European countries has had many consequential effects. Agriculture, and so pig production, has been influenced by the important changes : economical recession, (hyper)inflation, reduced purchasing power driven by general impoverishment and appearance of unemployment.

Agricultural purchase prices increased more rapidly as the output prices. State subsidies had been suspended or severely reduced. The changes of the articles of the collective agricultural companies have created disturbance in the sector. For the three studied countries (Poland, Czech Republic and Hungary) the major barrier to modernisation or maintain of pig production is the lack of finances.

In **Poland**, private agricultural farms cut up into small farms, has been preserved during the period of communist government. The liberalisation of the economy introduced a free market regulation into the pig sector. Till 1992, the production increased, then declined strongly during one and a half year. Since 1994, the herd goes up again. The Polish population had to adapt consumption to the disponibilities on the market.

The **Czech republic** inherited a highly collectified agriculture from the communist government. The production is oriented to the home-market. The rationnal production system constructed during the 70's and 80's deals with financial problems. Between 1989 and 1995, the herd has lost 13 %.

Hungary, principal exporter of the Eastern European countries, especially to the former USSR, lost an important part of its export markets rendered more heinous by the internal changes. The pig herd was 50 % hold by co-operatives and 50 % by small producers. It declined 41 % since 1989.

INTRODUCTION : OBJECTIFS ET CONDUITE DE L'ÉTUDE

À partir de 1989, l'avènement de nouveaux régimes démocratiques en Europe centrale et orientale a ouvert brutalement la voie à des relations d'un genre différent entre l'est et l'ouest. La transformation politique et économique provoquait une brutale prise de conscience. L'Europe centrale pouvait être aussi proche de nous que des partenaires beaucoup plus anciens.

La Communauté commença à établir de nouvelles règles de relations avec les pays d'Europe centrale et orientale, affichant l'objectif d'aider à leur développement économique, de consolider la construction de véritables démocraties. On a réduit les entraves aux échanges. En 1992-93, les accords au GATT tendant à libéraliser le commerce international, en particulier pour les produits agricoles, étaient près d'être signés. On se demanda alors, si une ouverture trop grande aux échanges avec l'Europe de l'est, ne pouvait pas mettre en difficulté certains secteurs agricoles de la Communauté.

Cette communication fait suite à une étude menée en 1993 et 1994 par le secteur Economie de Marché de l'Institut Technique du Porc, avec l'appui financier de l'OFIVAL. L'ouvrage, " Pologne, République tchèque et Hongrie ; La production porcine dans la transition économique ", paru en septembre 1994, analyse les perspectives de la production porcine dans ces trois pays et situe le bilan de la transition du secteur.

Dès l'abord de l'étude, il est apparu que les perspectives de la production porcine étaient fortement conditionnées par la situation générale, par le bouleversement de l'ensemble de l'économie comme du secteur agricole. Le choix de ces trois pays se justifie par leur potentialité en production porcine par rapport aux autres pays de l'Europe centrale et orientale. De plus, ce sont les pays avec lesquels l'Union Européenne entretient les relations les plus étroites.

Pour chacun des trois pays étudiés, ont été analysés quelques paramètres de l'économie générale, les orientations de la politique agricole et les évolutions des structures de productions. L'étude présente ensuite en détail les conditions dans lesquelles se réalise la production porcine et offre des éléments de prospective. Le travail présenté ici a permis d'actualiser l'étude citée avec les informations disponibles au milieu de l'année 1995.

1. LES BOULEVERSEMENTS ÉCONOMIQUES

En 1989, après un demi-siècle d'économie planifiée, le passage brutal à l'économie de marché a eu des effets considérables sur l'ensemble des secteurs de production et sur les conditions de vie des populations.

La **Pologne** a été, à l'automne 1989, le premier pays du bloc de l'est à se donner un gouvernement non communiste, avant la chute du mur de Berlin. L'enthousiasme et l'espoir

par la population ont peu duré. La rupture brutale avec l'ancien système, la Thérapie de choc, a provoqué hyperinflation (+600 % en 1990), irruption du chômage (16 % en 1994) et baisse de pouvoir d'achat, au lieu d'entraîner une croissance économique rapide. Le PIB a reculé en 1990, - 12 %, mais manifestait une légère reprise en 1992, confirmée en 1993, puis en 1994.

En **Hongrie**, le rôle de l'Etat dans les activités commerciales avait été réduit depuis la fin des années 60. Les entreprises bénéficiaient d'une plus grande marge de manoeuvre et devaient équilibrer leurs résultats sans subventions d'Etat. En partie préparée au libéralisme, elle a pourtant subi des chocs, comme celui de la privatisation des entreprises. La chute du PIB a été de 12 % en 1991. Le chômage est apparu très rapidement (10 % en 1994). La transition se déroule plus difficilement qu'on ne l'attendait, y compris dans les pays occidentaux, en raison d'un endettement extérieur très élevé.

En **Tchécoslovaquie**, les modalités de gestion de l'économie étaient restées orthodoxes avec une prépondérance absolue de l'Etat. Puis des dirigeants d'une conviction libérale profonde sont rapidement arrivés au pouvoir pour mettre en oeuvre leurs idées, avec un leit-motiv, la désétatisation. La République tchèque a connu un deuxième changement d'importance avec la séparation de la partie slovaque en 1993. Le choc n'a pas été aussi violent qu'en Pologne ou en Hongrie. L'inflation est restée mesurée et le taux de chômage raisonnable (3 % en 1994). Mais la récession bien que passagère a été sévère en 1991 (baisse du PIB de 14 %). La grande majorité de la population a dû payer le prix des changements par un recul très violent du pouvoir d'achat.

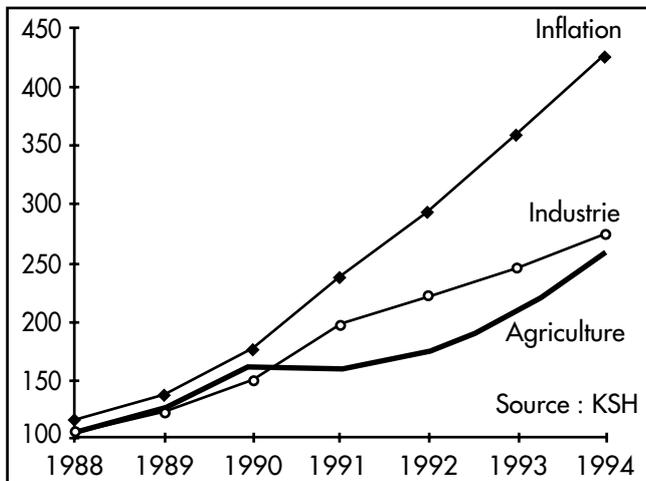
2. L'AGRICULTURE AU COEUR DE LA TRANSITION

2.1. L'agriculture dans l'économie

En **Hongrie**, l'agriculture, priorité nationale, représentait une part toujours très importante de l'activité économique (16 % du produit intérieur jusqu'en 1992). Les excédents agricoles étaient encouragés pour permettre l'exportation. Le début des années 90 a vu la position de l'agriculture se maintenir. Cependant, à partir de 1990, les difficultés se sont fait sentir plus durement. Les rapports de prix entre agriculture et autres secteurs se sont détériorés (figure 1), mais ont repris ensuite sur les prix industriels avec la baisse de l'offre. Les débouchés extérieurs sont devenus plus difficiles d'accès.

En **Pologne**, l'agriculture occupait aussi une place importante dans l'économie ce qui se traduisait par un taux de valeur ajoutée supérieur à 12 % de la production nationale d'ensemble. Le sévère recul de l'agriculture dans l'économie à partir de 1990 a fait tomber ce taux à environ 7 %, dû essentiellement à la détérioration relative des prix agricoles (phénomène identique à la Hongrie). L'agriculture a certes une place dans les exportations polonaises, mais elle est surtout d'une importance sociale capitale puisqu'elle occupe encore le quart de la population active du pays.

Figure 1 - Rapports de prix entre l'agriculture, l'industrie et la consommation en Hongrie
En indices (Base 100 = 1985 - 88)



En **République Tchèque**, l'agriculture s'est vu assignée pour fonction exclusive de satisfaire les besoins de la population du pays, et si possible au moindre coût, dans la poursuite de la logique tchécoslovaque. Elle représente une part beaucoup plus faible de l'économie que dans les deux pays voisins.

2.2. La transformation des structures agricoles

En simplifiant la présentation, on peut dire qu'il existait dans chacun de ces pays trois types d'unités de production agricole :

Les coopératives de production étaient des unités collectives sur le modèle des kolkhozes soviétiques. Elles avaient été créées par la mise en commun des biens individuels des anciens agriculteurs.

Les fermes d'État, souvent issues de la nationalisation de grands domaines, au moment de l'installation du régime socialiste. Elles peuvent dépendre de services d'État (enseignement, armée). Ces fermes étaient devenues des sortes de modèles par leur gigantisme et leur organisation.

Les fermes individuelles : du lopin individuel du coopérateur à la véritable exploitation agricole familiale. Les pays socialistes avaient laissé une place diverse à l'initiative en agriculture.

Les trois pays considérés ici avaient, sous le système socialiste, des organisations de nature très diverse.

En **Pologne**, malgré la période socialiste, l'exploitation agricole individuelle était restée dominante, occupant les trois quarts des terres agricoles. La structure de ces fermes individuelles était très morcelée, comme figée dans la situation d'après-guerre. La collectivisation en coopératives était restée très modérée. Les fermes d'État, avec le cinquième des terres agricoles, correspondaient pour la plupart à la nationalisation des grands domaines au nord-ouest. Les changements n'ont pas amené de bouleversements. L'État, par son agence pour la privatisation, se défait de ses propriétés, mais la privatisation a été rendue difficile pour des raisons financières.

À l'opposé, la **Tchécoslovaquie** avait collectivisé massivement son agriculture. Les deux tiers des terres étaient en coopératives, 30 % dans les fermes d'État. La privatisation de ces dernières a commencé par l'évolution du statut vers des formes de sociétés privées. Le transfert du capital s'opère plus lentement, l'État ou ses services restant un actionnaire important. Les biens collectifs ont été redistribués aux anciens propriétaires (restitution) ou aux coopérateurs, mais ceux-ci ont pu choisir de conserver une organisation collective en adoptant le nouveau statut des coopératives. En République tchèque, on a quand même vu se développer les exploitations individuelles à un rythme assez soutenu, près du quart des terres agricoles à la fin de 1993.

La **Hongrie** offre un cas de figure intermédiaire. Les coopératives dominaient largement, laissant une certaine autonomie à leurs membres. Chaque coopérateur ou employé d'une exploitation agricole pouvait disposer d'un lopin. Avec des superficies d'environ 14 % du total en 1989, les exploitations privées ont fourni 36 % de la valeur de la production agricole. Elles avaient une importance particulière en élevage de porc et de volaille. Avec les réformes, les exploitations individuelles se développent rapidement. Cependant, la vente effective des fermes d'État se heurte au manque d'argent. Le partage des biens agricoles entre les coopérateurs peut aussi conduire à de nouveaux types d'exploitations collectives, associant des coopératives au statut rénové à des sociétés commerciales.

2.3. Les choix de politique agricole

La privatisation du secteur agricole prend des significations diverses suivant l'héritage laissé par l'ancien régime. Elle a pour objectif de procurer des ressources à l'État, de libérer le secteur d'une emprise administrative et de permettre à l'initiative privée de s'exprimer.

En **République Tchèque**, les orientations politiques cherchent l'équilibre entre la production et la demande, en évitant de générer des excédents. L'évolution des prix libérés, très défavorable à l'agriculture, a aggravé la situation financière des entreprises agricoles, déjà précaire au terme de l'ancien régime. L'État a dû, malgré ses intentions très libérales, leur maintenir un soutien sous peine de voir le secteur s'effondrer.

En **Hongrie**, l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire doivent contribuer à l'apport des ressources par l'exportation. La politique a la volonté d'apporter un appui à une activité considérée comme importante, mais se heurte à la pénurie des moyens budgétaires.

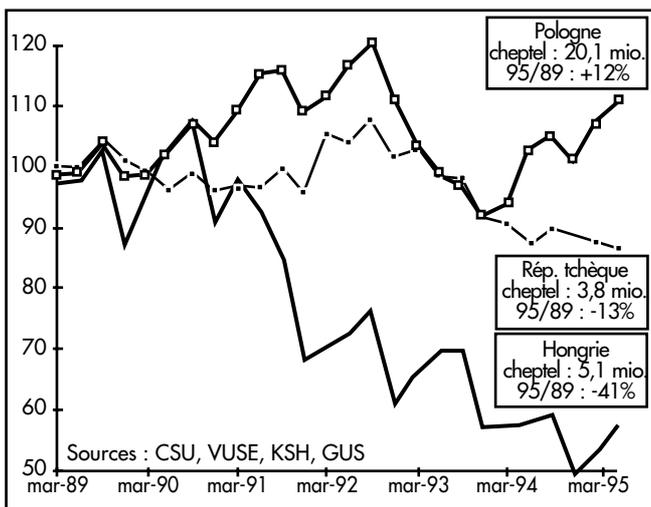
En **Pologne**, le secteur agricole doit aussi être objet d'attention politique parce qu'il est porteur d'un fort potentiel de développement et donc de ressources pour la nation, mais reste encore largement archaïque. De plus, il touche une part importante de la population. Mais une éventuelle politique de soutien à l'agriculture a besoin de moyens financiers.

3. LA SITUATION DE LA PRODUCTION PORCINE

3.1. L'évolution du cheptel

En quelques années, le visage de la production porcine en Europe centrale s'est sensiblement modifié. En **Hongrie**, la baisse a été spectaculaire, - 41 % depuis 1989. Elle s'est manifestée, dès 1991, par un effondrement brutal (figure 2). En **Pologne**, au contraire, le cheptel a connu une croissance remarquable. Elle s'est poursuivie jusqu'à la fin de 1992, où les effectifs de porcs polonais ont atteint leur record historique. Pour des raisons de rentabilité, le cheptel a ensuite chuté pendant toute l'année 1993, pour remonter à partir du début de 1994. La situation est intermédiaire en **République Tchèque** où le cheptel porc s'est stabilisé de 1989 à 1992. Depuis le début de 1993, par contre, une baisse assez rapide s'est engagée.

Figure 2 - Évolution du cheptel en Pologne, en République Tchèque et en Hongrie
Données trimestrielles en indices (base 100 = 1984 -87)



3.2. Principales caractéristiques des structures de production porcine

En **Pologne**, pour la production porcine comme pour l'agriculture en général les petites fermes individuelles étaient dominantes. Les porcs étaient pour près des trois quarts dans des petites fermes polyvalentes. Actuellement, le secteur privé détient la quasi-totalité du cheptel (tableau 1). Les effectifs moyens sont très faibles. Le marché libre est redevenu le mode de commercialisation. Les porcs sont assez régulièrement répartis sur l'ensemble du pays, avec cependant une concentration plus forte dans la région Centre-ouest (Poznan).

Malgré leur capacité de résistance, les petites exploitations polonaises constituent une structure dépassée. Les grandes fermes sont souvent vieilles. Les ressources financières conséquentes font défaut dans les deux cas, pour permettre un renouvellement rapide. Mais les nouveaux hommes d'affaires qui reprennent les grandes unités peuvent en faire progresser certaines rapidement.

La **Tchécoslovaquie** s'était dotée d'une structure rationnelle de production, basée sur de très grands élevages, d'Etat ou coopératifs, dans des exploitations spécialisées ou polyvalentes. La République Tchèque a hérité de cette structure. Les effectifs sont régulièrement répartis sur le territoire. Sur sept régions, la Moravie du sud est la plus importante, avec 27 % du cheptel national. La technicité était correcte, mais les coûts grévés par des charges de personnel importantes. Il y avait très peu de production privée avant les changements. Elle apparaît maintenant. Des exploitations agricoles individuelles de tailles diverses sont créées. Les anciennes coopératives sont remplacées par des entreprises aux statuts privés. Actuellement, 40 % du cheptel se trouve dans des fermes en cours de privatisation mais toujours détenues par l'Etat. Les entreprises agricoles sont dans des situations financières souvent délicates qui entraînent une réduction des capacités de production, y compris en porc.

Tableau 1 - Modes de propriété de la production porcine
Répartition du cheptel selon les secteurs avant et après les changements politiques

AVANT les changements	Secteur individuel		Secteur collectif	
République Tchèque	4 %		96 %	
Hongrie	45 %		55 %	
Pologne	70 %		30 %	
APRÈS les changements	Individuels	Entreprises	Étatiques	Coopératives
République Tchèque	6 %	49 %	40 %	5 %
Hongrie	48 %	27 (1)		25 %
Pologne	94 %		6 %	

(1) Les entreprises dont l'État détient encore de parts sont en voie de privatisation. Souvent, elles sont déjà à statut privé.

La production en Hongrie était mixte, en particulier pour le porc. Les grandes fermes, d'État ou coopératives, détenaient une moitié du cheptel, de très petites exploitations agricoles l'autre moitié. Celles-ci ont toujours existé, le plus souvent entre les mains des employés des coopératives et des fermes d'État. Il y avait des relations étroites entre les deux secteurs : achat d'aliment, de porcelets, vente des porcs ... Actuellement, près du tiers du cheptel est dans des entreprises privatisées, dont l'État a encore souvent de parts. Les petits producteurs ont conservé la moitié du cheptel.

4. BILAN D'APPROVISIONNEMENT EN PORC

4.1. La Pologne

En raison d'une forte baisse de production en 1993 et surtout en 1994, elle a dû recourir à des importations de viande de porc. Avec une tradition de production, premier pays de la région, la Pologne a été autrefois exportatrice. Cela n'est plus vrai ces dernières années, malgré une forte croissance de sa production jusqu'en 1992. La Pologne a importé de l'Union européenne en 1993 et 1994. La reprise de la production estimée pour 1995 (figure 3) constitue un troisième retournement de tendance depuis les changements. L'offre polonaise de viande porcine est désormais régulée par le marché : prix du porc, prix des céréales souvent élevé ces dernières années à cause de sécheresses à répétition, pression des importations. Le secteur possède assez de ressort pour réagir à une conjoncture favorable.

Pour leur consommation de viande, les Polonais donnent la première place au porc, autour de 50 kg par an. Mais cette quantité fluctue assez sensiblement selon les disponibilités. Ces derniers temps, la production du pays n'a pas satisfait la demande. Celle-ci peut encore progresser selon l'offre, mais elle est aussi conditionnée par le pouvoir d'achat de la population.

4.2. La République Tchèque

Après s'être relativement maintenue ces dernières années, la production est en repli. Tout en construisant un appareil de production qui se voulait rationnel et performant, la politique agricole tchécoslovaque visait à un strict équilibre d'approvisionnement, en porc en particulier. Les Tchèques exportaient cependant vers la Slovaquie. Un léger déficit est apparu en 1994, qui, selon des prévisions, devrait se maintenir en 1995 et 1996 (figure 4).

En raison de la baisse des disponibilités et de la réduction du pouvoir d'achat, la consommation qui avait atteint 50 kg/habitant en 1989/90, retombe vers les 45 kg.

4.3. La Hongrie

En Hongrie, la politique est opposée. Le porc représente un produit phare dans les exportations, suivant une politique délibérée.

Pourtant, le grand bouleversement économique a mis à mal l'élevage porcin hongrois. Pour le moment, il est, dans la région, celui qui a le plus souffert. En trois ans, l'excédent

exportateur a été divisé par plus de deux (figure 5). La consommation du hongrois est tombée de 72 kg à 50 kg en quatre ans. La production a chuté encore plus vite.

Figure 3 - Pologne : Bilan porc
En milliers de tonnes de poids carcasse chaude

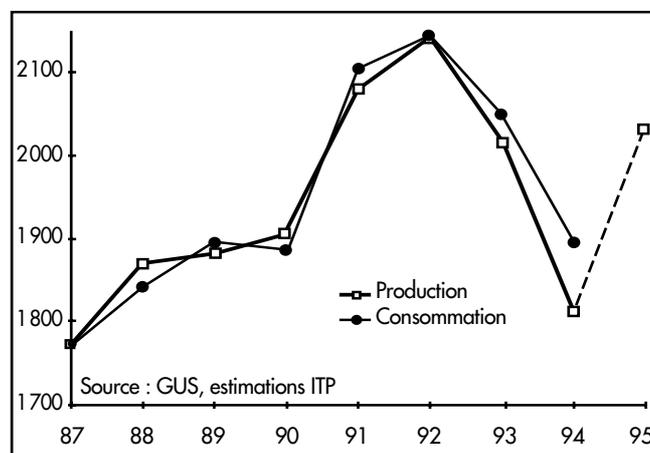


Figure 4 - République Tchèque : Bilan porc
En milliers de tonnes de poids vif

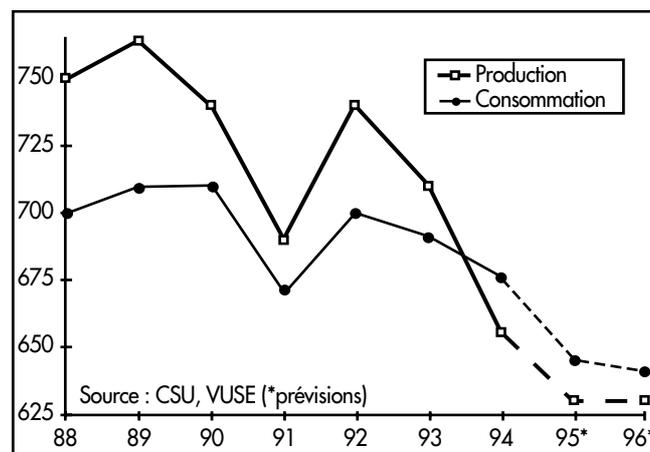
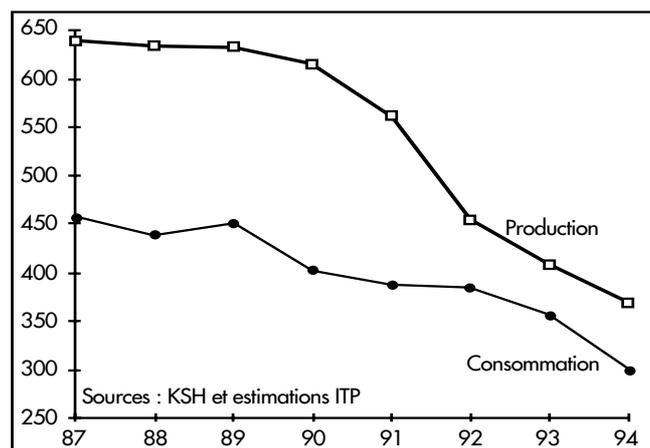


Figure 5 - Hongrie : Bilan porc
En milliers de tonnes poids de produits



5. FORCES ET FAIBLESSES DE LA PRODUCTION PORCINE

5.1. La Pologne

La production porcine semble bénéficier d'une certaine attention des hommes politiques. Mais leurs moyens sont limités. Dès 1994, des barrières à l'importation ont été mises en place, renforcées ensuite.

Sur le plan intérieur, la production porcine a bénéficié d'une bonne rentabilité après les changements. Il a fallu de graves problèmes conjoncturels, en 1992-93, pour arrêter la croissance.

Mais les structures ne sont pas compétitives dans la confrontation extérieure. Pour la plupart, elles ne permettent pas des performances élevées. On peut les comparer aux structures paysannes de l'Europe de l'ouest, il y a plusieurs dizaines d'années.

Conséquence d'une maîtrise insuffisante en élevage et dans la commercialisation, les porcs sont lourds et gras, selon les critères de l'Europe de l'ouest. Les abattoirs sont anciens dans leur grande majorité et n'ont pas été modernisés récemment. Le prix moyen du porc en 1994 était de l'ordre de l'équivalent de 8 FF par kilo de carcasse, payé aux producteurs, toutes qualités confondues.

La production porcine polonaise peut se développer, car elle détient certains atouts. Mais au cours des prochaines années, elle sera surtout orientée vers le marché intérieur. Cela ne peut exclure totalement des excédents ponctuels, surtout face à une demande au pouvoir d'achat encore fragile. Ils devraient d'ailleurs se tourner en priorité vers les marchés de l'est. Par contre, une concurrence directe, importante et durable vers l'Europe de l'ouest n'est pas à l'ordre du jour.

5.2. La République tchèque

Le gouvernement tchèque n'envisage pas plus que par le passé de soutenir la production porcine. La recherche d'un approvisionnement équilibré reste son leit-motiv. Devant une perspective de réduction de la consommation, il a même recommandé de baisser la production.

Passant d'un système dirigiste, avec soutien financier de l'État, au libéralisme, les entreprises agricoles sont dans une situation financière précaire. Concentrée jusque-là dans les grandes exploitations collectives, la production porcine en est sérieusement affectée. La privatisation se réalise lentement.

Malgré une tradition d'organisation et de technicité en agriculture, la production porcine tchèque ne pourrait résister à une ouverture de ses frontières qu'au prix d'un effort pour remédier à certaines faiblesses.

L'effort réalisé pour construire un élevage performant est-il perdu ? Les infrastructures et le potentiel technique ne sont pas négligeables. Dans une situation financière assainie, ces grands élevages spécialisés pourraient continuer à produire dans des conditions honorables. Mais il faut trouver les financiers et les entrepreneurs.

En 1994, le prix moyen du porc payé au producteur se situait à 7,50 FF, sans distinction de qualité.

5.3. La Hongrie

La Hongrie accordait le plus d'intérêt à sa production porcine, exportatrice. Parmi ses clients principaux figurait l'URSS. C'est d'abord l'effondrement du marché soviétique qui a entraîné les graves difficultés financières de l'agriculture hongroise. Le deuxième choc fut l'augmentation des charges des exploitations agricoles, alors que les prix des produits ne suivaient pas et une réduction des aides à l'agriculture.

La réforme profonde de l'agriculture pour dégager l'État de la gestion de biens qu'il contrôlait et pour redonner plus d'initiative aux travailleurs a aussi déstabilisé les structures. Dans cette tourmente, la production porcine a perdu plus de la moitié de ses forces.

Les handicaps sont nombreux. Les entreprises de production agricoles devront retrouver une santé financière. De plus, la privatisation a fait disparaître ou modifié l'esprit d'organismes publics qui apportaient leur appui à la production. C'est le cas en génétique, clé de la réussite pour la progression technique.

Les grandes entreprises agro-alimentaires, autrefois étatiques, cherchent pour la plupart leur nouveau propriétaire. Elles ont des situations financières très détériorées. Les abattoirs auront du mal à saturer leurs capacités de production face à un effondrement de leurs approvisionnements et à des marchés difficiles. En 1994, les porcs ont été payés en moyenne l'équivalent de 9 FF par kilo de carcasse au producteur.

Par son expérience, par ses infrastructures de transformation, par ses disponibilités en alimentation animale, la Hongrie aurait pourtant une belle carte à jouer en production porcine. Elle voulait s'ouvrir aux marchés de l'ouest pour compenser ceux de l'est, défaillants ou peu sûrs. Il semble qu'elle aura du chemin à accomplir pour se faire une place durable dans les prochaines années.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- C.F.C.E. (BERNARD A.), 1993. Marché des aliments du bétail et perspectives d'élevage en Pologne, C.F.C.E., DPAA, Paris.
- C.F.C.E. (BERNARD A.), 1994. Marché des aliments du bétail et perspectives de l'élevage en Hongrie, C.F.C.E., DPAA, Paris.
- COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, 1991. Situation, tendances et perspectives de l'agriculture en Hongrie, CECA-CEE-CEEA, Bruxelles-Luxembourg.
- IERiGZ. Rynek miesa ; stan i perspektywy (Marché des viandes ; situation et perspectives), Rapport périodique, juin 1995, IERiGZ, Varsovie.
- O.C.D.E., 1992. Pologne, Etudes économiques de l'OCDE, OCDE, Paris.
- O.C.D.E., 1993. Politique, marchés et échanges agricoles ; dans les pays d'Europe centrale et orientale et les nouveaux états indépendants et la Chine : suivi et perspectives 1993, O.C.D.E., Paris.

- O.C.D.E., 1994. Hongrie ; Examen des politiques agricoles, OCDE, Paris.
- O.C.D.E., 1994. Les Républiques tchèque et slovaque ; Études économiques de l'OCDE, O.C.D.E., Paris.
- POULIQUEN A. MAUREL M.C., CHMURAK M., PALOVICVS I., LAMSER Z., HAMLANSKA M., ADAMOVICZ M., 1993. La fin du collectivisme agricole à l'Est : une nouvelle donne pour l'Europe, Revue d'Economie Rurale, mars-juin 1993. La Société Française d'Economie Rurale, Ed. Paris.
- SIMON F., 1992. De l'économie administrée à l'économie de marché : le cas du secteur agro-alimentaire tchécoslovaque, Économie et sociologie rurales, avril 1992, ENSA/INRA, Montpellier.
- VAN FERNEIJ J.P., MAROUBY H., RIEU, M., 1994. Pologne, République tchèque et Hongrie ; la production porcine dans la transition économique, ITP, Toulouse, 324 p.
- VUZE, 1994. Veprove maso ; Situacni a vyhledova zprava (Viande porcine ; situation et perspectives), Rapport périodique, Ministère de l'Agriculture tchèque, Prague.